



Assemblée générale

Distr. générale
12 août 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4-15 novembre 2024

Rapport national soumis comme suite aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Norvège

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Processus d'établissement du rapport.....	4
III. Cadre des droits de l'homme en Norvège	4
Cadre juridique.....	4
Institution nationale de défense des droits de l'homme	4
Coopération avec les organes conventionnels et d'autres organismes	4
IV. Acceptation des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.....	5
V. Suite donnée aux recommandations et faits nouveaux survenus dans le domaine des droits de l'homme	5
Convention relative aux droits de l'enfant et loi sur l'enfance.....	5
Égalité et non-discrimination	5
Égalité des sexes	6
Égalité de rémunération	6
Orientation sexuelle, identité de genre et expression du genre	7
Personnes handicapées	7
Autodétermination et participation.....	7
Appartenance ethnique, religion et convictions	8
Intégration des immigrants.....	8
Conditions de travail inacceptables et infractions liées au travail	9
Lutte contre les infractions pénales	9
Discours de haine et autres infractions motivées par la haine	10
Violence domestique et viol	10
Traite des êtres humains.....	11
Indemnisation en cas d'infractions violentes	11
Privation de liberté	12
Asile et immigration.....	13
Asile, visas et résidence	13
Mineurs demandeurs d'asile.....	13
Liberté d'expression, de réunion et d'association	14
Élections	14
Enfants et familles.....	14
Bien-être de l'enfant.....	15
Procédures nationales de plainte pour les enfants	15
Adoption	15
Services de conseil aux familles.....	16
Accès des enfants apatrides à la citoyenneté.....	16
Travail, sécurité sociale et niveau de vie suffisant	16
Pauvreté touchant les enfants	17

Santé mentale	17
Droit à l'éducation.....	18
Peuples autochtones et minorités nationales	19
Peuples autochtones	19
Minorités nationales	21
Prise en compte des droits de l'homme dans la politique étrangère et la politique de développement de la Norvège	21
Droits de l'homme et entreprises.....	22
VI. Nouvelles questions	23
Droits de l'homme et changements climatiques.....	23

I. Introduction

1. La Norvège soutient résolument la protection et la promotion des droits de l'homme, aussi bien au niveau national qu'au niveau mondial, le respect de ces droits étant essentiel à l'édification de sociétés inclusives et démocratiques fondées sur l'état de droit. Nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est donnée de présenter les progrès effectués par la Norvège et d'examiner les réalisations, les possibilités et les défis dans ce rapport qui donne des informations sur les faits nouveaux survenus entre mai 2019 et mai 2024.

II. Processus d'établissement du rapport

2. Dans le cadre du troisième examen dont elle a fait l'objet, la Norvège a reçu 241 recommandations ; elle en a pleinement accepté 176 et partiellement accepté 12. Les ministères pertinents ont donné suite à ces recommandations comme indiqué en annexe.

3. Le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la justice et de la sécurité publique ont coordonné l'établissement de ce rapport avec tous les ministères intéressés. La société civile a participé à une séance publique en février et a eu la possibilité de prendre connaissance d'une version provisoire.

III. Cadre des droits de l'homme en Norvège

Cadre juridique

4. La Norvège est partie à un grand nombre d'instruments relatifs aux droits de l'homme dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de l'Europe. La Constitution attribue aux autorités la responsabilité de respecter et de protéger les droits de l'homme sur le territoire. La loi relative aux droits de l'homme indique que les conventions incorporées dans ses dispositions s'appliquent dans le cadre du droit norvégien et que, en cas de conflit, les dispositions de ces conventions prévalent sur celles de toute autre loi norvégienne. D'autres textes de loi peuvent également établir expressément que les dispositions de la loi s'appliquent dans les limites découlant du droit international.

5. Conformément aux instructions relatives aux études officielles des mesures de l'administration centrale, il est nécessaire de considérer certains éléments fondamentaux, notamment les obligations en matière de droits de l'homme, lors de l'examen de l'impact des mesures proposées.

Institution nationale de défense des droits de l'homme

6. L'Institution nationale de défense des droits de l'homme, qui a été créée en 2015, a obtenu le statut d'accréditation « A » de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme en 2017. Son budget annuel a considérablement augmenté depuis 2015¹.

Coopération avec les organes conventionnels et d'autres organismes

7. La responsabilité du suivi des recommandations reçues dans le cadre de l'Examen périodique universel et de celles émanant des organes conventionnels incombe au ministère compétent, le ministère chargé des questions faisant l'objet d'une recommandation concernant les droits de l'homme étant le mieux placé pour donner suite à cette dernière. Les ministères ont des échanges de vues fructueux avec l'Institution nationale de défense des droits de l'homme sur les améliorations qui doivent être apportées dans le cadre du suivi des recommandations des organes conventionnels. Des réunions de dialogue thématique ont été organisées entre les ministères pertinents, l'Institution nationale de défense des droits de l'homme, le Médiateur pour l'égalité et la lutte contre la discrimination et la société civile².

8. La Norvège poursuit un dialogue constructif avec plusieurs rapporteurs spéciaux, qu'elle s'apprête à recevoir³.

IV. Acceptation des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

9. En 2019, la Norvège a ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées⁴.

10. Un processus d'incorporation de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées dans le droit norvégien a été lancé en 2022⁵. Le Gouvernement a formé un comité d'experts juridiques chargé d'examiner les conséquences de cette intégration, en particulier dans la loi relative aux droits de l'homme. Ce comité a présenté son rapport en janvier 2024, et celui-ci a été diffusé en vue d'une large consultation publique ; le processus fait l'objet d'un suivi par le Ministère de la culture et de l'égalité. En 2017, les membres du Parlement ont décidé, à une large majorité, de ne pas ratifier les mécanismes de communication émanant d'un particulier prévus par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁶, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁷.

11. Le Parlement a procédé en 2022 à l'examen d'une proposition de ratification du troisième protocole facultatif à la Convention relative au droit de l'enfant de 1989, qui n'a toutefois pas recueilli le soutien nécessaire. Cette question ayant été récemment débattue au Parlement, le Gouvernement n'envisage pas actuellement de la considérer⁸.

12. La ratification des amendements de Kampala est actuellement à l'étude⁹.

V. Suite donnée aux recommandations et faits nouveaux survenus dans le domaine des droits de l'homme

Convention relative aux droits de l'enfant et loi sur l'enfance

13. La Norvège est déterminée à aider les parents à s'occuper de leurs enfants, comme en témoigne son solide programme de congé parental qui permet aux ayants droit d'avoir suffisamment de temps et de ressources à cette fin. Les parents bénéficient de 49 semaines de congé payé et ont donc la possibilité de donner la priorité à leurs responsabilités familiales sans sacrifier leur stabilité financière¹⁰. L'allocation de 15 semaines de congé aux pères, qui a pour objet de promouvoir la répartition à parts égales des tâches domestiques et de la garde des enfants, est particulièrement remarquable¹¹.

14. Le Gouvernement a entrepris de mettre en œuvre une nouvelle loi sur l'enfance qui régit la relation entre les enfants et les parents. Le comité chargé de cette loi, qui avait pour instruction d'assurer sa conformité aux exigences découlant du droit international, en particulier de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention européenne des droits de l'homme, a proposé en 2020 d'apporter plusieurs modifications au texte en vigueur pour, notamment, inclure un chapitre introductif exposant les droits les plus fondamentaux des enfants. La loi a été modifiée en 2022 et dispose à présent que le Comité d'experts chargé des questions relatives aux enfants doit évaluer la qualité des rapports d'experts établis par suite de litiges entre les parents avant que lesdits rapports ne puissent être présentés à titre de preuve devant les tribunaux. Cette mesure a été prise dans le but de renforcer la protection juridique des enfants et des parents¹².

Égalité et non-discrimination

15. Bien que le principe de non-discrimination soit inscrit dans la Constitution, celle-ci n'énonce aucun motif de discrimination interdit. Il est néanmoins incontestable que la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, notamment l'origine nationale, l'ascendance, la couleur de la peau et la langue, est couverte par cette disposition¹³.

16. La loi sur l'égalité et la lutte contre la discrimination interdit toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le genre¹⁴ ou motivée par une grossesse, un congé pris en raison d'un accouchement ou d'une adoption, les responsabilités familiales, l'appartenance ethnique, la religion, les convictions, un handicap, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression du genre, l'âge ou toute combinaison de ces motifs¹⁵. Elle comporte des dispositions concernant la conception universelle et l'adaptation aux besoins particuliers des personnes handicapées. Les autorités publiques, les employeurs, les organisations d'employeurs et de travailleurs doivent prendre des mesures ciblées et systématiques pour promouvoir l'égalité et prévenir la discrimination¹⁶.

17. Le Médiateur pour l'égalité et la lutte contre la discrimination est un organisme indépendant qui promeut l'égalité et prévient la discrimination dans tous les domaines de la société. Il donne des orientations et s'assure de la conformité de la législation et des pratiques administratives norvégiennes à la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les autorités veillent à ce que le Médiateur dispose en permanence de ressources suffisantes¹⁷. Les plaintes concernant des violations de la législation sont traitées par le tribunal pour la non-discrimination.

Égalité des sexes

18. La Norvège se caractérise par un haut degré d'égalité entre les sexes¹⁸. Le taux d'emploi est presque aussi élevé pour les femmes que pour les hommes. Les prestations parentales sont satisfaisantes et il existe de nombreuses modalités de travail aménagées ; la loi donne droit à des congés pour s'occuper d'enfants malades et permet aux parents d'enfants âgés de moins de 12 ans de travailler à temps partiel. Les parents ont aussi droit à des services de crèche pour les enfants n'ayant pas atteint l'âge scolaire et à un programme de garderie pour les jeunes écoliers après les heures de classe¹⁹.

19. Les femmes constituent la majorité des personnes titulaires d'un diplôme universitaire, y compris d'un doctorat. Les femmes et les hommes continuent toutefois de suivre les filières d'études traditionnelles pour leur sexe, de sorte qu'il existe une ségrégation entre les sexes sur le marché du travail²⁰. Le Gouvernement soutient plusieurs programmes ayant pour objet d'assurer une représentation équilibrée des sexes dans l'éducation.

20. Il importe qu'un plus grand nombre de femmes issues de minorités entrent sur le marché du travail²¹, et que davantage d'entre elles aient la possibilité de travailler à temps plein²². En 2023, 34,6 % des femmes avaient un emploi à temps partiel (contre 17,2 % des hommes). En 2022, 38 % du personnel d'encadrement étaient des femmes.

21. Le Gouvernement a entrepris d'élaborer une stratégie pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes pour renforcer la politique en ce domaine et assurer son application systématique. Il a aussi entrepris de rédiger un livre blanc sur le harcèlement sexuel²³.

22. Le secteur privé doit avoir davantage de femmes aux fonctions de direction. Au nombre des efforts déployés pour promouvoir une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes aux plus hauts niveaux figure, notamment, l'imposition de règles en vertu desquelles les conseils d'administration des moyennes et grandes entreprises doivent compter au moins 40 % de femmes. Ces règles s'appliqueront à terme à environ 20 000 sociétés. Le Ministère de la culture et de l'égalité finance l'établissement de la grille de résultats sur la parité des sexes en Norvège (CORE), qui indique la proportion de femmes et d'hommes dans les comités exécutifs et aux conseils d'administration des plus grandes entreprises norvégiennes.

Égalité de rémunération

23. L'écart entre les rémunérations des femmes et des hommes a diminué au cours des dix dernières années et est moins marqué que dans beaucoup de pays. (De plus amples informations en ce domaine figurent en annexe.) Il tient dans une large mesure au type d'emploi (temps plein/temps partiel), au secteur ou à la branche d'activité, au niveau

d'instruction, à l'expérience professionnelle, aux qualifications et aux compétences spécialisées. Le Gouvernement vise à réduire la ségrégation entre les sexes et, indirectement, les écarts de rémunération²⁴.

24. La loi interdit la discrimination salariale fondée sur le sexe. Les niveaux de salaires sont fixés dans le cadre de négociations entre les organisations de travailleurs et d'employeurs, ainsi qu'à l'échelle locale et lors d'entretiens individuels. Toute personne soupçonnant l'existence d'une discrimination fondée sur le sexe peut solliciter des informations sur les salaires versés à ses collègues²⁵. Les employeurs de toutes les entreprises publiques et des grandes entreprises privées sont tenus de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment au niveau des rémunérations, et de rendre compte des efforts qu'ils déploient en ce domaine.

Orientation sexuelle, identité de genre et expression du genre

25. Depuis 2009, les couples de même sexe ont le droit de se marier au même titre que les couples de sexe opposé ; ils ont aussi le droit d'adopter des enfants.

26. Les dispositions du Code pénal interdisant la discrimination et les discours de haine, ainsi que d'autres dispositions se rapportant aux crimes de haine, ont été modifiées par une loi entrée en vigueur en 2021 qui a ajouté l'identité de genre et l'expression du genre à la liste des motifs interdits²⁶.

27. Les attitudes sociales et les conditions de vie des personnes LGBTQ+ s'améliorent, mais, comme le montrent les études consacrées à ces questions, il demeure nécessaire de poursuivre des efforts ciblés et systématiques en ce domaine. Un nouveau plan d'action a été lancé en 2023 dans le but de garantir les droits des personnes LGBTQ+, d'améliorer leur qualité de vie, et de promouvoir une plus grande acceptation de la diversité des genres et des sexualités²⁷.

28. La modification apportée au Code pénal pour interdire la thérapie de conversion est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Personnes handicapées

29. En 2019, la Norvège a lancé un plan d'action pour l'égalité des personnes handicapées²⁸. En 2022, le Gouvernement a publié un livre blanc sur les droits de l'homme des personnes souffrant d'une déficience cognitive.

30. La Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la famille a établi un guide de la Convention relative aux droits des personnes handicapées à l'intention des municipalités et des comtés, et a élaboré des matériels didactiques utilisés dans les ateliers de formation professionnelle. Le projet est poursuivi sur l'ensemble de territoires depuis 2023. Tous les gouverneurs de comté ont reçu pour instruction de mettre en œuvre la Convention.

31. Le Gouvernement s'emploie de manière systématique à assurer l'adoption de la conception universelle par toute la société norvégienne. Son plan d'action donne lieu à l'application de mesures couvrant, entre autres, l'aménagement de l'espace, les équipements, le bâtiment, les transports et la numérisation²⁹.

Autodétermination et participation

32. En vertu de la loi sur la tutelle, la tutelle ordinaire est un mécanisme de soutien volontaire conçu de manière à être conforme aux principes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

33. Le Ministère de la justice et de la sécurité publique a entrepris de réviser la loi sur la tutelle en étroite consultation avec les organisations pertinentes afin d'assurer sa conformité aux principes énoncés dans la Convention³⁰. Plusieurs modifications importantes apportées à la loi, qui mettent en relief le caractère volontaire des tutelles ordinaires, sont entrées en vigueur en 2023. Les décisions prises pour les personnes qui n'ont pas la capacité juridique

de donner leur consentement ou qui ont des difficultés à exprimer leur volonté et leurs préférences reposent sur la meilleure interprétation possible de ce que les personnes intéressées veulent ou préfèrent³¹. La révision de la loi sur la tutelle ainsi que les travaux entrepris par l'Autorité de tutelle dans le but de garantir que toute tutelle est régie par les besoins, les souhaits et les préférences de la personne concernée se poursuivent.

Appartenance ethnique, religion et convictions

34. Le Code pénal interdit certaines formes de discrimination fondées, entre autres, sur la couleur de la peau et l'origine nationale ou ethnique³². La Norvège a envisagé à plusieurs reprises d'interdire officiellement les organisations racistes, mais elle a chaque fois rejeté cette proposition. Elle n'érige traditionnellement en infraction pénale que les actes ou omissions spécifiques qui causent un préjudice ou un dommage. Le Code de procédure pénale a toutefois été modifié en 2021 de manière à permettre aux tribunaux de délivrer des ordonnances interdisant certaines organisations criminelles, à condition que certains critères soient remplis. Participer, recruter des membres ou soutenir de toute autre manière les activités d'une organisation criminelle interdite en vertu du Code de procédure pénale constitue une infraction pénale³³.

35. Le principe de la liberté de religion est inscrit dans la Constitution. Conformément à cette dernière, l'Église norvégienne est l'Église d'État et, à ce titre, bénéficie d'un soutien de ce dernier ; toutes les communautés de religion et de conviction bénéficient du même appui³⁴, qui est régi par la loi sur les communautés religieuses et les communautés de vie entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021. L'Église reçoit une subvention globale de l'État, tandis que les congrégations locales ont droit à des subventions des municipalités. Les autres communautés religieuses et de conviction ont droit à une subvention au titre de chaque membre, du même montant que celle que reçoit l'Église norvégienne.

36. Depuis 2019, le Gouvernement intensifie³⁵ les efforts qu'il déploie pour lutter contre le racisme et la discrimination dans le cadre de plusieurs plans d'action³⁶.

37. En 2023, le Gouvernement a présenté un plan d'action³⁷ contre le racisme et la discrimination qui met l'accent sur l'accès au marché du travail et l'avancement professionnel ainsi que sur les jeunes³⁸. Il a entrepris d'élaborer trois nouveaux plans d'action qui ont pour objet de lutter, le premier, contre la discrimination et la haine envers les musulmans, le deuxième contre l'antisémitisme, et le troisième contre les actes de harcèlement et de discrimination dirigés contre les Sâmes.

38. En 2021, le Gouvernement a mis en place un programme national de subventions dans le but de faciliter les initiatives et les activités locales, régionales et nationales. Ce programme contribuera à promouvoir la lutte contre le racisme, la diversité et le dialogue, ainsi qu'à sensibiliser le grand public au racisme, à la discrimination et aux discours de haine³⁹.

39. Le Gouvernement a financé trois enquêtes sur les attitudes de la population à l'égard des minorités ethniques et religieuses, menées en 2012, 2017 et 2022 par le Centre norvégien d'études sur l'Holocauste et les minorités. Une quatrième étude doit également être réalisée. Ces différentes études portent plus particulièrement sur les attitudes à l'égard des juifs et des musulmans.

40. En 2020, la Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la famille a ouvert un portail de connaissances sur l'égalité et les conditions de vie au sein des populations sâmes, des minorités nationales et des personnes issues de l'immigration. Elle y publie des statistiques et des données basées sur des études de sources diverses portant sur les conditions de vie de ces groupes et sur la non-discrimination⁴⁰.

Intégration des immigrants⁴¹

41. La politique d'intégration de la Norvège a principalement pour objet d'accroître la participation au marché du travail, de bâtir de communautés plus robustes, de promouvoir l'égalité des genres et de lutter contre le contrôle social négatif. Depuis plusieurs décennies, la Norvège investit massivement dans l'établissement de statistiques et de données officielles

et dans la réalisation d'analyses pour assurer le suivi et l'amélioration systématique de ses politiques publiques. Le Gouvernement a publié un livre blanc sur l'intégration, qui traite des leçons tirées de la récente arrivée d'un grand nombre de personnes déplacées d'Ukraine, donne suite au rapport de la Commission sur l'intégration des travailleurs migrants et présente une politique d'intégration coordonnée. Une nouvelle loi sur l'intégration a été adoptée en 2021 dont l'un des principaux objectifs est d'assurer à un plus grand nombre de réfugiés une éducation formelle ainsi que des cours de langue et d'études sociales.

42. La Norvège s'efforce d'accroître les taux d'emploi des femmes immigrées qui ont besoin d'acquérir des compétences de base et qui ne sont pas couvertes par d'autres programmes ou qui ont besoin d'une formation individualisée. Jusqu'à 74 % des participantes qui ont achevé le programme Perspectives d'emploi en 2022 ont ensuite trouvé un travail ou ont suivi des cours.

43. En 2021, le Gouvernement a lancé une stratégie visant à accroître la contribution de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre de sa politique d'intégration. Trois ans plus tard, le cadre du volontariat dans le domaine de l'intégration s'est considérablement élargi et les activités bénévoles, l'acquisition de connaissances et le partage d'expériences se sont développés. Le Gouvernement accorde des subventions aux organisations d'immigrants et à d'autres organisations non gouvernementales, aux niveaux local et national, et invite la société civile à participer à une conférence annuelle sur l'intégration.

44. Les défenseurs des droits de l'homme qui obtiennent le droit d'asile en Norvège peuvent poursuivre leur action après s'être installés dans le pays. En 2022, les critères devant être remplis pour bénéficier d'un congé durant le déroulement du programme d'introduction obligatoire établi à l'intention des réfugiés ont été élargis de manière à permettre aux défenseurs des droits de l'homme de participer à des efforts de paix et de réconciliation aux niveaux national et international, et notamment de s'employer à promouvoir les droits de l'homme⁴².

Conditions de travail inacceptables et infractions liées au travail

45. La Norvège mène une politique active qui a pour objet d'accroître l'offre d'emplois permanents à temps plein, de renforcer les relations organisées entre partenaires sociaux et de sanctionner les activités illégales afin de lutter contre le dumping social et les infractions liées au travail. Le Gouvernement met actuellement en œuvre un modèle établissant les pratiques prescrites par l'État pour la passation de tous les marchés publics, en commençant par les secteurs du bâtiment et du nettoyage.

46. Un plan d'action pour lutter contre le dumping social et les infractions liées au travail a été mis en œuvre en 2022, en même temps qu'un plan d'action distinct consacré à la lutte contre le dumping social dans le secteur des transports. Il est important de renforcer la coopération entre les autorités publiques, notamment en vue d'un recours efficace aux sanctions. Une modification concernant le vol de salaire a été apportée au Code pénal en 2022. L'Inspection du travail a également été dotée des pouvoirs requis pour donner à un employeur l'ordre de payer des salaires conformes aux conventions collectives appliquées de manière générale dans certains secteurs. Le Gouvernement vise, en collaboration avec les partenaires sociaux et les organisations bénévoles qui viennent en aide aux travailleurs vulnérables, à améliorer les informations fournies aux travailleurs migrants sur leurs droits dans le domaine de l'emploi et à assurer le suivi des mesures prises dans le but d'aider les travailleurs exploités.

Lutte contre les infractions pénales

47. De plus amples informations sur la formation des services de police norvégiens sont présentées dans le document de base commun.

Discours de haine et autres infractions motivées par la haine⁴³

48. Le Code pénal interdit les discours de haine. La disposition pertinente couvre les déclarations discriminatoires ou haineuses fondées sur la couleur de peau, l'origine nationale ou ethnique, la religion ou la philosophie de vie, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression du genre ou le handicap⁴⁴. Le Code pénal interdit également tout acte consistant à inciter publiquement une personne à commettre une infraction pénale, notamment, toute incitation à la violence⁴⁵.

49. Conformément aux instructions du Procureur général, la police et les autorités chargées des poursuites pénales donnent de longue date la priorité aux enquêtes sur les crimes de haine, y compris les discours de haine⁴⁶.

50. Le Centre national de compétences sur les crimes de haine a été créé en 2021. Le District de police d'Oslo s'est vu confier certaines tâches et bénéficie d'un financement permanent, notamment pour assurer des formations dans les districts de police. Des équipes spécialisées recevront une formation dans chaque district. Le Centre, dont le financement a été accru en 2024, a pour mission de contribuer à renforcer les compétences dans tous les domaines liés aux crimes de haine, y compris les enquêtes et les poursuites. Le travail sur la détection, l'enregistrement et la poursuite des crimes de haine dans les districts de police constitue une partie importante des mesures de renforcement des compétences mises en œuvre sous les auspices du Centre. Les autorités chargées des poursuites doivent veiller à ce que les affaires de ce type soient traitées en priorité et fassent l'objet de poursuites⁴⁷. L'École supérieure de la police propose désormais de manière systématique un programme d'études sur les crimes de haine⁴⁸.

51. Le Gouvernement a renforcé son soutien au Mouvement contre le discours de haine par l'intermédiaire de l'organisation norvégienne Stopp hatprat, qui a constitué un réseau national de jeunes, d'organisations bénévoles, de municipalités, d'animateurs de jeunesse et d'autres professionnels qui sont en contact quotidien avec les jeunes. Cette organisation organise des ateliers, des séminaires et des cours, et a mis en place un système d'ambassadeurs de la lutte contre les discours de haine, qui aident à diffuser des informations en ligne. Dans le cadre des efforts supplémentaires qu'il déploie pour lutter contre les discours de haine, le Gouvernement met particulièrement l'accent sur les mesures qui peuvent aider à combattre le harcèlement et les discours de haine en ligne⁴⁹.

52. Un rapport qui, grâce à l'analyse de mégadonnées, établit une cartographie du contenu et de l'ampleur des propos haineux et discriminatoires visant les musulmans dans les médias sociaux a été établi. Il montre que le nombre de publications haineuses a augmenté au cours des dix dernières années, mais qu'un petit groupe est à l'origine de la plupart d'entre elles.

53. Le Ministère des collectivités locales et du développement régional a élaboré un guide numérique sur la prévention et la lutte contre les discours de haine, le harcèlement et les menaces visant des responsables politiques et des candidats, qui est disponible en ligne⁵⁰. Ce dernier a été publié avant les élections législatives de 2021 et a été mis à jour avant les élections municipales et des conseils de comté de 2023.

Violence domestique et viol⁵¹

54. Prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique sont deux des grandes priorités du Gouvernement. Un nouveau plan national ayant pour objet d'intensifier la lutte contre la violence à l'égard des enfants et les mauvais traitements dont ils font l'objet et contre la violence domestique pour la période 2024-2028 a été présenté en décembre 2023⁵².

55. Élaboré par neuf ministères, ce plan contribuera à mieux cibler les activités de prévention, à améliorer l'aide et la protection accordées aux victimes, et à poursuivre et punir de manière plus efficace les auteurs des infractions. Il comprend une section distincte sur la violence et les maltraitements dans les communautés sâmes, qui a été élaborée en étroite collaboration avec le Sámediggi (Parlement sâme)⁵³. Il permettra également de respecter les obligations issues de la Convention d'Istanbul que la Norvège a ratifiée en 2017⁵⁴.

56. Le Gouvernement a entrepris de mettre en place une commission nationale permanente sur les homicides commis par un partenaire intime, qui reverra systématiquement tous les dossiers. Il vise ainsi à tirer les leçons des lacunes et à prévenir les actes de violence graves au sein du couple et les homicides de partenaires.

57. En 2023, le Gouvernement a créé un comité qu'il a chargé d'étudier les questions relatives à la prévention et à la répression du viol. Ce comité a examiné le type de soutien apporté aux victimes après le viol et pendant la procédure d'enquête puis, en mars 2024, a soumis son rapport dont les recommandations sont actuellement à l'étude.

58. En 2021, le Ministère de la justice et de la sécurité publique a chargé la Commission du droit pénal de procéder à un examen général des dispositions du Code pénal relatives aux infractions sexuelles et de proposer des modifications de la législation. En décembre 2022, la Commission a proposé plusieurs modifications ayant pour objet de mieux protéger l'autonomie sexuelle tout en veillant à ce que la législation pénale respecte l'état de droit. Elle a recommandé d'élargir la couverture de la disposition sur le viol de manière à inclure les rapports sexuels et autres activités sexuelles similaires « avec une personne qui n'y consent pas et le fait savoir par ses paroles ou ses actions ». Le Ministère examine actuellement ces recommandations⁵⁵.

Traite des êtres humains⁵⁶

59. L'Unité chargée de coordonner la lutte contre la traite des êtres humains a publié en 2023 des directives nationales pour l'identification des victimes afin d'assurer la poursuite d'une approche plus unifiée. De nouvelles directives pour la coopération entre la police, les services de protection de l'enfance et les services de l'immigration lorsque des mineurs non accompagnés disparaissent des centres d'asile ont également été communiquées. Les directives pour la recherche des personnes portées disparues formulées à l'intention de la police font actuellement l'objet de révisions qui visent plus particulièrement à améliorer les enquêtes concernant les mineurs non accompagnés demandeurs d'asile portés disparus⁵⁷.

60. La loi sur la protection de l'enfance comporte une disposition concernant l'établissement d'une ordonnance d'urgence autorisant le placement d'un enfant dans une institution si ce dernier est exposé à un risque de traite. Ce type d'ordonnance, qui a pour objet de protéger d'éventuelles victimes de la traite, ne peut être émis que lorsqu'il est nécessaire pour protéger l'enfant. Si des mesures supplémentaires s'imposent, les services de protection de l'enfance doivent présenter au plus tôt après la délivrance de l'ordonnance d'urgence une demande de placement en institution au Tribunal pour la protection de l'enfance, conformément à l'article 6-6. L'ordonnance est caduque si la demande n'est pas soumise dans un délai de deux semaines qui suivent sa délivrance. Cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

61. La fonction d'orientation nationale de la Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la famille pour les affaires de mineurs victimes de la traite des êtres humains doit contribuer à améliorer les compétences des services de manière à permettre d'identifier un plus grand nombre de victimes et de les faire bénéficier d'une assistance et d'une protection.

Indemnisation en cas d'infractions violentes

62. La nouvelle loi sur l'indemnisation des victimes d'infractions violentes, qui est entrée en vigueur en 2023, dispose que toute personne victime d'une infraction pénale grave, ou son plus proche parent, peut avoir droit à une indemnisation de l'État. En règle générale, la demande d'indemnisation doit être traitée par les tribunaux durant la procédure pénale. Si elle ne l'est pas, notamment parce que l'affaire pénale a été classée, la partie lésée peut s'adresser à l'Office d'indemnisation des victimes d'infractions violentes. La disposition pénale relative aux discours de haine n'entre pas dans le champ d'application de ce régime, mais les personnes faisant l'objet de graves infractions pénales motivées par la couleur de leur peau, leur origine ethnique ou nationale, leur religion ou leurs convictions, leur orientation sexuelle ou un handicap peuvent avoir droit à une indemnisation. En vertu d'une disposition différente, il y a circonstance aggravante quand une infraction est motivée par les éléments précédents, et il importe d'en tenir compte dans le cadre de la détermination de la peine.

63. En règle générale, la partie lésée a droit à une assistance juridique durant la procédure pénale. Lorsque l'affaire n'est pas portée devant les tribunaux, les frais d'assistance juridique de la partie lésée qui demande une indemnisation peuvent être couverts si l'ampleur ou la complexité du dossier l'exige. Les victimes de violence peuvent également tenter une action civile contre l'auteur des faits en vue d'être indemnisés. Dans ce type de procès, les victimes ont droit à des conseils juridiques gratuits au titre de l'action en justice, et peuvent être défrayées des coûts de la procédure d'indemnisation contre l'auteur présumé de l'acte de violence⁵⁸.

Privation de liberté

Garde à vue

64. En vertu de la législation norvégienne, les personnes placées en garde à vue doivent être transférées dans un établissement pénitentiaire dans un délai de 48 heures.

Établissements psychiatriques

65. La Direction de la santé a établi des directives professionnelles pour prévenir l'application de mesures coercitives dans le cadre des soins de santé mentale dispensés aux adultes. Ces directives, qui sont applicables à l'échelle nationale depuis le 1^{er} mars 2022, ont été conçues de manière à harmoniser les procédures permettant de prévenir le recours à de telles mesures⁵⁹.

Prisons

66. Le Gouvernement a constitué un comité indépendant chargé d'évaluer la sanction pénale de la détention provisoire et les sanctions spéciales d'internement en hôpital psychiatrique et d'obligation de soins, et de déterminer comment protéger du mieux possible la santé des détenus et des prisonniers, notamment ceux qui souffrent de troubles mentaux ou de troubles du développement, pendant leur détention provisoire, durant leur peine et lors de leur réinsertion dans la société. Ce comité formulera un certain nombre de recommandations sur la base de ces évaluations⁶⁰.

67. La Direction de la santé est sur le point d'achever la révision des directives nationales pour la fourniture de services de santé aux détenus et aux prisonniers, y compris aux personnes souffrant de troubles psychologiques et de graves problèmes de santé mentale. Un régime de subvention qui finance en partie les services de soins de santé destinés aux personnes placées en détention est également en cours de révision. Ces travaux visent à assurer un meilleur traitement aux détenus ayant les besoins les plus importants, notamment les femmes et les enfants.

68. Une unité nationale réservée aux détenus ayant des problèmes de santé mentale complexes, dotée d'effectifs plus nombreux, a été ouverte à la prison d'Ila en mai 2023. Les membres des services de santé et le personnel pénitentiaire coopèrent étroitement dans le but d'améliorer les conditions des détenus et, ce faisant, de réduire le nombre de cas d'isolement. Onze équipes de mobilisation et de personnes-ressources ont été constituées, ce qui a également permis de diminuer le recours à l'isolement.

69. Un nouveau conseil de surveillance de l'administration pénitentiaire, qui sera chargé de procéder à des contrôles systématiques et réguliers pour s'assurer du respect des normes internationales en matière de droits de l'homme, devrait entrer en fonction en 2025. En 2023, le Ministère a soumis un document de consultation en vue d'une audience publique, dans lequel il exposait les modifications qu'il envisageait d'apporter à la réglementation du recours à l'isolement et à des mesures coercitives par l'administration pénitentiaire afin de réduire ces pratiques, conformément aux recommandations du Médiateur parlementaire^{61, 62}. De plus amples informations sont données dans l'annexe.

70. La Direction de l'administration pénitentiaire publie des statistiques mensuelles sur les placements à l'isolement ainsi que des statistiques annuelles sur les suicides et les tentatives de suicide.

Asile et immigration

71. Le Gouvernement s'efforce de poursuivre une politique d'immigration prévisible et responsable offrant les garanties d'une procédure régulière dans le respect des obligations internationales de la Norvège⁶³. Toutes les demandes d'asile font l'objet d'une évaluation individuelle approfondie. Les demandeurs qui ont besoin de bénéficier d'une protection internationale peuvent obtenir le droit d'asile, conformément au principe du non-refoulement⁶⁴.

Asile, visas et résidence

72. Toute demande d'asile donne lieu à l'examen de la possibilité pour le demandeur de trouver refuge à l'intérieur de son pays. Le critère de « motif déraisonnable » a été éliminé en 2016. Les facteurs auparavant considérés dans le cadre de l'évaluation de ce qui pouvait être un tel motif sont désormais pris en compte lors de l'évaluation d'une demande de permis de séjour pour des raisons humanitaires majeures. La Norvège respecte l'interdiction de soumettre quiconque à la torture ou à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

73. En vertu des directives de septembre 2022, il importe de prendre en compte le fait qu'une personne qui demande l'asile est déjà titulaire d'un permis de séjour permanent ou d'un permis de séjour devant déboucher sur l'attribution d'un permis de séjour permanent pour déterminer si le besoin de protection est réel. Il est en effet moins probable que cette personne ait des craintes fondées de persécution ou d'autres traitements inhumains puisqu'elle n'est pas obligée de retourner dans son pays d'origine.

74. La Norvège peut refuser d'examiner au fond une demande de permis de séjour soumise en application de la loi sur l'immigration si le ressortissant étranger présentant cette demande s'est rendu dans le Royaume après avoir séjourné dans un État ou une région où il n'a pas été persécuté. Il n'est plus nécessaire, depuis 2015, que le demandeur d'asile ait accès à une procédure d'asile dans le pays de référence.

75. Le Gouvernement a abaissé en 2020 le montant de la redevance à verser pour obtenir un regroupement familial⁶⁵, mais il l'a relevé en 2024, sauf pour les réfugiés, afin d'assurer une meilleure correspondance entre ce montant et le coût effectif du traitement des dossiers.

76. Le délai limite de soumission d'une demande de regroupement familial avec dispense des conditions de ressources est considéré comme conforme à nos obligations internationales. La Norvège s'emploie systématiquement à traiter rapidement tous les dossiers d'immigration, y compris ceux concernant le regroupement familial⁶⁶.

Mineurs demandeurs d'asile

77. Tous les mineurs demandeurs d'asile non accompagnés ont besoin de bénéficier de soins et de conditions d'hébergement répondant à leurs besoins particuliers. En Norvège, les modalités d'accueil sont adaptées à l'âge des bénéficiaires. Les centres d'accueil des mineurs non accompagnés de plus de 15 ans sont spécialement conçus pour répondre aux besoins de ce groupe. Les mineurs demandeurs d'asile non accompagnés âgés de moins de 15 ans sont hébergés dans des foyers d'accueil désignés à cette fin par les services de protection de l'enfance.

78. Des informations sur les procédures suivies en cas de disparition de mineurs non accompagnés des foyers et des centres d'accueil sont données dans la section consacrée à la traite des êtres humains⁶⁷.

79. Une modification réglementaire de portée limitée concernant la détention des mineurs faisant l'objet d'une procédure de retour forcé a été apportée à la loi en 2023. La date limite est maintenant fixée au « lendemain » de l'arrestation, de manière à améliorer le processus d'expulsion lorsque des enfants sont concernés⁶⁸.

Liberté d'expression, de réunion et d'association

80. La Constitution protège la liberté de réunion et d'association, ainsi que la liberté d'expression, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit. Le droit d'exprimer des opinions politiques, y compris des vues sur les droits de l'homme, bénéficie d'une protection particulière⁶⁹. La Constitution autorise l'accès aux documents publics et impose à l'État l'obligation de faciliter « un discours public ouvert et éclairé ». Les autorités apportent un soutien aux médias, qui revêt la forme de subventions et d'exonérations de la TVA pour les médias d'information et d'actualité, et de financements pour les médias audio et visuels locaux, les médias d'information sâmes et les médias innovants. La loi sur la responsabilité des médias, qui est entrée en vigueur en 2020, a pour objet d'aider les médias dont les contenus sont contrôlés par des modérateurs à défendre des débats publics ouverts et éclairés. Elle définit des règles claires pour l'établissement de la responsabilité des discours de haine et autres contenus illégaux que les utilisateurs publient sur les plateformes en ligne utilisant des éditeurs.

81. Un nouveau règlement sur le lancement d'alerte au travail a été adopté en 2020 dans le but de protéger les employés qui signalent des faits préoccupants dans le cadre de leurs activités.

82. La Commission chargée de la liberté d'expression a soumis un rapport en 2022. Elle indique dans ce dernier que la situation en ce domaine est, dans l'ensemble, satisfaisante en Norvège, mais qu'il serait possible de procéder à des améliorations, notamment pour remédier aux problèmes que les personnes appartenant à des groupes minoritaires peuvent rencontrer lorsqu'elles s'expriment en public. La Commission affirme qu'il n'est pas possible d'assurer un discours public ouvert et fondé lorsque certaines voix et perspectives sont systématiquement exclues. Le Ministère de la culture et de l'égalité a entrepris de donner suite à ce rapport en collaboration avec d'autres ministères.

83. La Norvège compte plus de 100 000 organisations bénévoles. Les financements publics accordés (au niveau de l'État) à ces dernières ont dépassé 14 milliards de couronnes norvégiennes en 2022.

Élections

84. Le taux de participation aux élections législatives a atteint 77,2 % en 2021. Une nouvelle loi électorale, adoptée en 2023, s'appliquera lors des élections législatives de 2025. Il a été jugé primordial de moderniser la réglementation, aussi bien sur le fond que sur la forme, afin d'en faciliter la compréhension. Un nouveau système de recours en matière d'élections, qui répond aux exigences d'un contrôle judiciaire indépendant, a été mis en place. Des règles permettant de prolonger ou de reporter la procédure électorale, ou de tenir de nouvelles élections en cas d'événement extraordinaire pouvant empêcher les électeurs de voter, ont également été adoptées. Ces règles s'appliquent à toutes les élections.

Enfants et familles

Violence contre les enfants

85. Le Gouvernement a pour priorité de lutter contre la violence à l'égard des enfants. Il vise principalement à éviter que les enfants ne soient soumis à des actes de violence et à des atteintes sexuelles au foyer et en dehors de celui-ci, comme l'indique le plan de lutte contre la violence et la maltraitance.

86. Le Ministère de l'enfance et de la famille doit mettre en place une commission permanente chargée d'examiner les affaires de violence, de maltraitance et de négligence grave dont des enfants sont victimes. Cette commission enquêtera sur les activités de tous les services impliqués dans les dossiers considérés pour détecter les défaillances systémiques et améliorer ceux qui doivent l'être⁷⁰.

87. Le Gouvernement a entrepris de revoir la loi sur les centres d'accueil d'urgence en cas de violence domestique, qui impose aux municipalités de fournir des services d'hébergement aux femmes, aux hommes et aux enfants victimes d'actes de violence perpétrés par des proches. Il vise notamment à déterminer, dans le cadre de cet examen, comment fournir des services adéquats aux femmes faisant usage de substances et à d'autres groupes vulnérables, et comment améliorer les services des centres d'accueil d'urgence mis en place pour les Sâmes⁷¹.

88. Le temps passé en ligne par les enfants et les jeunes a considérablement augmenté. Les jeunes procèdent couramment à des activités d'exploration sexuelle en ligne, et la démarcation entre exploration et abus peut être floue. Le Gouvernement a entrepris d'élaborer un livre blanc sur la sécurité numérique des enfants et s'emploie principalement à formuler des politiques plus complètes afin de promouvoir une utilisation d'Internet par les enfants et les jeunes dans de meilleures conditions de sécurité.

Bien-être de l'enfant⁷²

89. Les services de protection de l'enfance accordent une importance fondamentale au droit de l'enfant à une protection ainsi qu'au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre de leurs activités⁷³. La nouvelle loi sur la protection de l'enfance, qui est entrée en vigueur en 2023, met l'accent sur les efforts de prévention, les interventions précoces et le renforcement des protections juridiques des enfants et des parents afin de mieux les protéger. Ses dispositions fondamentales couvrent l'intérêt supérieur de l'enfant ainsi que son droit de participation, son droit à la vie de famille et son droit à bénéficier de soins et d'une protection. Les mesures de protection de l'enfance ne doivent pas être plus invasives que nécessaire⁷⁴. Les services de protection doivent prendre en compte le milieu culturel, linguistique et religieux des enfants dans toutes leurs activités. Les droits particuliers des enfants sâmes et des populations autochtones doivent être sauvegardés⁷⁵. La loi expose maintenant plus clairement l'objectif consistant à réunir l'enfant et ses parents après une décision de placement, et les règles régissant les contacts entre l'enfant et sa famille reflètent ce principe⁷⁶.

90. Le Ministère de l'enfance et de la famille travaille également sur une réforme concernant la qualité de la protection de l'enfance⁷⁷, qui doit permettre de s'attaquer à différents problèmes dans le secteur ; il présentera un projet de loi en même temps qu'un livre blanc au printemps 2025.

Procédures nationales de plainte pour les enfants

91. Il est important que les enfants aient facilement accès, à l'échelle nationale, à des procédures de plainte efficaces. En mars 2023, le Parlement a demandé au Gouvernement de mettre en place des procédures de plainte destinées aux enfants et aux jeunes et d'améliorer les informations qui leur sont communiquées sur leur droit de recours à titre individuel. Les ministères ont récemment dressé la liste des procédures que les intéressés peuvent suivre dans tous les secteurs. Des informations viennent d'être diffusées sur la chaîne d'information publique des jeunes afin de mieux renseigner ces derniers sur leur droit de porter plainte à titre personnel et leurs droits en ce domaine⁷⁸.

Adoption

92. La loi sur l'adoption est établie sur la base des principes énoncés dans plusieurs instruments de droit international, dont la Convention relative aux droits de l'enfant. La Norvège est également partie à la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale de 1993. L'intérêt supérieur de l'enfant doit être le facteur déterminant dans les dossiers d'adoption.

93. De graves problèmes concernant des adoptions internationales sont apparus au cours des dernières années, qui ont amené plusieurs pays à mener des investigations en interne. Le Gouvernement a lancé une enquête indépendante sur ce type d'adoption. La commission chargée de cette dernière, qui présentera son rapport d'ici la fin de l'année 2025, doit

notamment déterminer si les autorités norvégiennes et d'autres entités ont supervisé dans une mesure suffisante les adoptions internationales effectuées jusqu'ici, et examiner les mesures qui pourraient être prises à l'avenir. L'objectif consiste, de manière générale, à établir si les enfants étrangers adoptés en Norvège l'ont été de manière illégale ou dans des circonstances contraires à l'éthique.

Services de conseil aux familles

94. Les services de conseil aux familles sont des services spécialisés assurés gratuitement, qui traitent des problèmes rencontrés dans le cadre familial et pour lesquels il n'est pas nécessaire d'obtenir une prescription⁷⁹. L'objectif est d'amener les municipalités à offrir un soutien parental motivé par des éléments probants et de renforcer la collaboration entre différents services. La Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la famille gère un programme de subventions pour les initiatives de soutien parental dans le but de donner aux parents les moyens de jouer leur rôle en prenant bien soin de leurs enfants, et de prévenir la violence, les maltraitances ou la négligence⁸⁰.

Accès des enfants apatrides à la citoyenneté

95. Le Gouvernement s'efforce de prévenir l'apatridie conformément aux obligations internationales de la Norvège. En 2016, le Ministère de la justice et de la sécurité publique a publié des instructions qui ont pour objet d'assurer la conformité du traitement des demandes de citoyenneté présentées par des personnes apatrides aux conventions pertinentes et de faire ainsi en sorte qu'aucun enfant né en Norvège ne reste apatride. Le Ministère de l'emploi et de l'inclusion sociale, qui doit à présent revoir la loi sur la citoyenneté, examinera dans ce cadre la possibilité d'inclure une définition de l'apatridie, comme le recommande le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés⁸¹.

Travail, sécurité sociale et niveau de vie suffisant

96. Le niveau de vie adéquat observé en Norvège tient à un taux d'emploi élevé et à la faiblesse relative des inégalités, à l'existence d'un État-providence assurant un grand nombre d'avantages et de services publics universels gratuits ou peu coûteux, et à de bonnes conditions de logement. Le régime national d'assurance garantit un revenu aux personnes qui ne sont pas en mesure de travailler en raison de leur âge ou par suite d'une maladie, d'une blessure ou de leur situation familiale. Les municipalités fournissent une assistance sociale, y compris une aide financière, aux demandeurs après avoir procédé à l'évaluation de leur dossier sur la base de niveaux de référence indicatifs fixés au niveau national, afin de leur garantir un niveau de vie adéquat. Cette aide fondée sur les besoins constitue un filet de sécurité accessible à toutes les personnes résidant légalement en Norvège qui, après avoir épuisé toutes les autres possibilités de se procurer un revenu, ne disposent pas de ressources suffisantes pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

97. Les services sociaux et les prestations de l'administration norvégienne du travail et de la protection sociale doivent être accessibles à toute personne dans le besoin, que celle-ci ait ou non la possibilité et la capacité d'utiliser des technologies numériques. La municipalité et le bureau local de l'administration du travail et de la protection sociale déterminent la disponibilité des services, ainsi que les heures d'ouverture et les modalités de prise de rendez-vous. L'administration du travail et de la protection sociale a pris des mesures pour accroître les services et les prestations disponibles et améliorer ses communications avec les utilisateurs.

Logement⁸²

98. Les municipalités sont dans l'obligation de trouver un hébergement temporaire convenable pour les personnes qui ne sont pas en mesure de se procurer un logement par leurs propres moyens. Les conditions sociales en vigueur et les bonnes pratiques appliquées dans les services sociaux déterminent ce qui peut être considéré comme convenable.

Les municipalités sont tenues d'apporter une aide aux personnes défavorisées pour leur permettre de se loger. Elles sont aussi tenues de recenser les besoins en logements ordinaires et adaptés pour les personnes défavorisées. Ces dernières peuvent bénéficier de prêts et de subventions pour accéder plus facilement à un logement, quelle que soit leur origine ethnique.

Pauvreté touchant les enfants

99. Les ménages pauvres, en Norvège, sont principalement des familles dans lesquelles les parents n'ont pas d'emploi régulier. La proportion d'enfants grandissant dans des ménages ayant de faibles revenus, c'est-à-dire inférieurs à 60 % du revenu médian, était de 10,6 % durant la période 2020-2022, contre 6,7 % durant la période 2003-2005. Les enfants issus de l'immigration, ceux dont les parents ne participent que dans une mesure limitée au marché du travail et ceux qui appartiennent à des familles monoparentales courent un risque particulier en ce domaine. L'augmentation du nombre d'enfants grandissant dans des ménages ayant de faibles revenus est particulièrement marquée dans le cas des familles d'immigrants, dont beaucoup sont arrivés en Norvège en tant que réfugiés (se reporter à la section consacrée à l'intégration des immigrants). Le moyen jugé le plus efficace pour lutter contre la pauvreté touchant les enfants consiste à prendre des mesures pour accroître la participation des parents au marché du travail.

100. Les parents ayant des enfants âgés de moins de 18 ans reçoivent une indemnité universelle pour enfants à charge, non imposable et non assujettie à des conditions de ressources, qui contribue dans une très large mesure à apporter un soutien aux enfants et aux familles vivant dans la pauvreté. Les parents isolés ont droit à des prestations pour enfants à charge plus importantes, dont le montant a été relevé en 2023-2024. Le montant maximum des frais d'inscription à l'école maternelle a été abaissé et les familles ayant de faibles revenus peuvent laisser gratuitement leurs enfants à l'école pendant les heures normales. Le montant du programme national de subventions mis en place pour permettre aux enfants et aux jeunes de participer à des activités de loisirs et de vacances, d'avoir un emploi à temps partiel ou un emploi d'été, et pour améliorer la fréquentation scolaire dans le secondaire, a été accru de 231 millions de couronnes norvégiennes. Les familles ayant de faibles revenus qui ne remplissent pas les conditions requises pour obtenir un prêt hypothécaire auprès d'une banque commerciale peuvent obtenir un prêt de démarrage en s'adressant aux municipalités, et celles qui ont des frais de logement élevés peuvent recevoir une allocation-logement financée par l'État⁸³.

101. Un groupe d'experts chargé d'examiner la question des enfants de familles pauvres a soumis ses recommandations au Gouvernement en octobre 2023. La stratégie relative aux enfants de ménages ayant de faibles revenus qui est actuellement mise en œuvre sera renouvelée en 2024⁸⁴, et le Gouvernement publiera un livre blanc sur l'égalité sociale et la mobilité sociale des enfants et des jeunes en 2025.

Santé mentale

102. En juin 2023, le Gouvernement a présenté un nouveau plan pour la santé mentale (2023-2033) qui comporte trois axes : la promotion d'une bonne santé mentale et de soins préventifs de santé mentale, l'offre de services de qualité facilement accessibles à tous et la fourniture de services aux personnes ayant des besoins graves et complexes.

103. Le plan a, entre autres, pour objectif de réduire de 25 % les problèmes de santé mentale signalés par les enfants et les jeunes eux-mêmes. Il faudra, à cette fin, réunir davantage d'informations sur les causes de ces problèmes et élargir et améliorer l'offre de services facilement accessibles dans les municipalités.

104. Un comité d'experts formé par le Gouvernement a été chargé d'enquêter sur le recours à des mesures de coercition dans les services de santé mentale en l'absence de consentement. Le Gouvernement déterminera s'il est nécessaire de modifier la législation couvrant les mesures de coercition sur la base du rapport du comité et d'établir un projet de loi. La Direction de la santé a été invitée à examiner les options pouvant être retenues en vue de la mise en place d'un système pour aider les patients à prendre des décisions dans les services de santé mentale⁸⁵.

105. Un livre blanc sur les substances psychoactives doit être présenté en 2024⁸⁶.

Droit à l'éducation

106. La loi sur l'éducation donne à tous les enfants le droit et l'obligation de faire gratuitement des études primaires, et à tous les jeunes qui ont achevé leurs études primaires, le droit de suivre gratuitement le premier cycle de l'enseignement secondaire, ou un enseignement équivalent, s'il est probable qu'ils resteront en Norvège pendant plus de trois mois. La nouvelle loi est entrée en vigueur le 1^{er} août 2024.

107. Les municipalités et les villes des comtés ont le devoir de veiller à ce que les élèves reçoivent un enseignement adapté, de manière à acquérir une formation et une éducation satisfaisantes, indépendamment de leur niveau d'aptitude, et à être en mesure d'utiliser et de développer leurs capacités. Le droit à une éducation adaptée couvre trois éléments : l'éducation sur mesure, l'assistance personnelle, l'aménagement physique et les aides techniques⁸⁷.

108. La nouvelle loi élargit la couverture du droit qu'ont les adolescents et les adultes de suivre un enseignement secondaire du deuxième cycle pour inclure la poursuite d'études de formation professionnelle, indépendamment du temps nécessaire aux intéressés pour achever leurs études. Les personnes souhaitant faire des études secondaires du deuxième cycle ne sont pas tenues de posséder des compétences en norvégien, mais doivent résider légalement en Norvège. Les adolescents qui se trouvent légalement dans le pays, dont la demande de permis de séjour est en cours de traitement et qui demeureront probablement en Norvège pendant plus de trois mois, ont le droit de suivre un enseignement secondaire du deuxième cycle jusqu'à l'âge de 18 ans, et d'achever l'année scolaire durant laquelle tombe leur 18^e anniversaire. Cette possibilité n'est pas accordée aux adultes qui se trouvent dans la même situation. La nouvelle loi donne également le droit aux jeunes et, pour la première fois, aux adultes, de bénéficier de cours de norvégien spécialement adaptés à leurs besoins.

109. Les personnes dont la demande de permis de séjour est rejetée peuvent poursuivre leurs études dans le deuxième cycle du secondaire jusqu'à la date de la décision finale⁸⁸.

110. La loi sur l'éducation consacre un chapitre distinct au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant afin d'établir clairement que ce dernier doit déterminer toutes les actions et décisions prises en vertu de ses dispositions. Elle comporte également une disposition particulière se rapportant au droit des élèves à être associés à toutes les mesures les concernant, à s'exprimer librement et à être écoutés, qui impose l'obligation de considérer les opinions des élèves compte tenu de leur âge et de leur maturité. Des règles similaires sont inscrites dans la loi sur les établissements scolaires privés⁸⁹.

111. Le programme d'études sociales couvre les droits de l'homme à différents niveaux de l'enseignement primaire et secondaire⁹⁰. À la fin de leur deuxième année d'études, les enfants sont censés être en mesure d'explorer les possibilités qui s'offrent à eux d'influencer les décisions et de collaborer aux processus démocratiques, et de donner des exemples. À la fin de la septième année d'études, ils doivent être en mesure de débattre de la signification des principes d'égalité et d'égalité des chances dans une démocratie et de formuler des propositions pour faire obstacle aux préjugés, au racisme et à la discrimination.

112. Les taux d'abandon dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont progressivement diminué au cours des vingt dernières années, y compris pendant la pandémie. L'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire étant obligatoires, presque tous les élèves achèvent leurs études à ces niveaux. Le pourcentage des Norvégiens issus de l'immigration et le pourcentage d'immigrants qui achèvent le deuxième cycle de l'enseignement secondaire en cinq ou six ans sont de respectivement 80 % et 65 %, contre 83 % des élèves appartenant à la population majoritaire⁹¹.

Répartition entre les sexes

113. Les statistiques relatives aux demandes d'admission dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire pour l'année scolaire 2023-2024 montrent que les filles sont plus nombreuses que les garçons à s'inscrire à des programmes d'enseignement préparatoire,

tandis que les garçons sont plus nombreux à vouloir suivre des programmes d'enseignement professionnel. La répartition entre les sexes est asymétrique dans sept programmes professionnels sur dix, tandis qu'elle est plus équilibrée dans les programmes d'enseignement préparatoire. Le nombre de candidats à des programmes d'acquisition de compétences professionnelles augmente dans l'ensemble depuis quelques années, et environ la moitié des jeunes choisissent en premier lieu un programme d'enseignement professionnel.

114. Le principal problème qui se pose dans l'enseignement supérieur tient au fait que les femmes et les hommes souhaitent poursuivre des domaines d'études différents ; les analyses réalisées en ce domaine font donc état d'une répartition déséquilibrée des deux sexes. Les hommes occupent une place prédominante dans les domaines du sport, de l'informatique, des communications et des technologies, tandis que les femmes sont majoritaires dans les filières universitaires de la santé et des études sociales, de l'enseignement, du droit et des langues. La répartition entre les hommes et les femmes est plus équilibrée en ce qui concerne les étudiants entreprenant des études dans les domaines des sciences, de l'histoire de l'économie et de la gestion⁹².

Peuples autochtones et minorités nationales

115. En 2017, le Parlement a constitué une Commission vérité et réconciliation chargée d'enquêter sur la politique de norvégianisation (assimilation) et les injustices commises à l'encontre des Sâmes ainsi que des Kven/Norvégiens d'origine finlandaise. Cette commission a par la suite décidé d'inclure les Finlandais des forêts dans son mandat. Le Sámediggi ainsi que des organisations des Kven/Norvégiens d'origine finlandaise et des Finlandais des forêts ont participé à ses travaux. La Commission a soumis son rapport en juin 2023 au Parlement qui doit achever son examen durant l'automne 2024.

116. Le Parlement a adopté en 2022 une loi relative aux langues dans le but de renforcer la langue norvégienne en tant que langue à part entière. Cette loi protège également le statut des langues sâmes, kven, romani, romanès et de la langue des signes norvégienne.

117. La politique culturelle de la Norvège vise à soutenir et à faciliter la préservation et la revitalisation des cultures minoritaires et à accroître la place accordée à ces dernières dans la société et les discours historiques. Le Gouvernement met l'accent sur la poursuite d'actions visant à assurer et à renforcer le fonctionnement des institutions culturelles des Sâmes et d'autres minorités nationales et à soutenir leurs acteurs culturels⁹³.

Peuples autochtones

118. Les règles régissant les consultations avec les Sâmes sont inscrites dans la loi sur les Sâmes et sont entrées en vigueur en juillet 2021. Elles découlent pour l'essentiel des Procédures de consultation et s'appliquent à l'administration centrale, aux comtés et aux municipalités, ainsi qu'aux personnes morales de droit privé lorsqu'elles exercent une autorité au nom de l'État⁹⁴.

119. Le Sámediggi et autres représentants des intérêts sâmes ont le droit d'être consultés à un stade précoce au titre des questions ayant trait à la législation, aux règlements et aux autres décisions ou mesures susceptibles de toucher directement les intérêts de ces peuples⁹⁵.

120. Les peuples sâmes jouissent du droit d'accès aux ressources naturelles dans les régions qu'ils occupent. Il est essentiel de respecter le droit international lors de l'attribution de permis de production et de transport d'électricité dans les régions traditionnellement occupées par ces derniers. En décembre 2023, le Gouvernement a présenté plusieurs mesures ayant pour objet d'atténuer les conflits fonciers avec les communautés d'éleveurs de rennes provoqués par la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables.

121. En octobre 2021, la Cour suprême a jugé que les décisions de délivrance de licences et de permis d'expropriation prises dans le but de développer l'énergie éolienne à Fosen violaient l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, car elles réduisaient la mesure dans laquelle les éleveurs de rennes sâmes pouvaient pratiquer leur

culture. Le Gouvernement a lancé un processus de médiation en décembre 2023, qui a abouti à un accord entre les parties en mars 2024.

122. Le Gouvernement doit procéder à une révision approfondie de la loi de 2007 sur la renniculture et consulte à cette fin le Sámediggi et l'Association norvégienne des éleveurs de rennes sâmes. Il vise à soumettre une proposition législative au Parlement au printemps 2025.

123. Le Sámediggi poursuit un dialogue soutenu avec les membres des populations autochtones locales titulaires de droits sur les conditions dans lesquelles les Sâmes pratiquent la pêche au saumon traditionnelle. Le Gouvernement permet aux Sâmes habitant des régions où la pêche ne peut pas être pratiquée de manière durable de pêcher le saumon dans une mesure limitée en imposant de plus lourdes restrictions aux autres groupes de pêcheurs. Il finance des projets qui ont pour objet d'assurer la transmission à la génération suivante des savoirs traditionnels des Sâmes dans le domaine de la pêche au saumon dans la zone où cette dernière est interdite⁹⁶.

124. En application de la loi Finnmark, la Commission Finnmark a entrepris de cartographier les droits d'utilisation et de propriété des terres du Finnmark sur la base de la législation nationale applicable. Elle évalue également les demandes de droits collectifs ou individuels sur les zones de pêche en mer et dans les fjords du Finnmark, et clarifie ces droits en cas de nécessité juridique. Les évaluations de la Commission portent également sur les droits d'élevage de rennes et de pêche des Sâmes. Leurs conclusions peuvent servir de base à la formalisation des droits d'utilisation et de propriété, et la cartographie contribue ainsi à la reconnaissance juridique des droits des Sâmes.

125. Le Gouvernement n'a pas encore décidé de la suite à donner à la proposition du Comité des droits des Sâmes sur la cartographie des droits dans le sud du Finnmark⁹⁷.

126. En 2018, le Gouvernement a procédé à une évaluation de la loi sur les minéraux, à la suite de laquelle elle a examiné les questions concernant les Sâmes. En 2022, un comité indépendant a suggéré de modifier en profondeur la loi pour la moderniser. Il a notamment proposé d'appliquer à toutes les régions d'habitation traditionnelles des Sâmes la réglementation régissant actuellement les activités minières dans le comté où vivent la plupart d'entre eux (consultation des parties prenantes sâmes et mécanismes de partage des bénéfices)⁹⁸. Le Gouvernement procède à l'évaluation des recommandations dans le cadre de son examen de la loi sur les minéraux, en vue de proposer des modifications de la législation. Le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche consultera le Sámediggi et les parties prenantes sâmes.

127. Les pouvoirs et la responsabilité des activités concernant les sites du patrimoine culturel sâme ont été transférés au Sámediggi en janvier 2020 dans le cadre de la réforme régionale et du transfert aux conseils des comtés des pouvoirs et des activités dans le domaine de la culture.

128. En 2022, le Gouvernement a formé un comité législatif qu'il a chargé d'étudier et de proposer une nouvelle loi sur l'environnement culturel afin de préserver celui des Sâmes et ceux des minorités nationales, conformément aux obligations internationales de la Norvège. Le rapport sera présenté au plus tard le 1^{er} février 2025.

129. Le Ministère des collectivités locales et du développement régional a présenté au Parlement en 2023 un projet de loi comportant de nouvelles dispositions applicables à l'emploi des langues sâmes. Le Ministère a consulté le Sámediggi au sujet de ce projet, qu'il a modifié sur la base des commentaires formulés par le Parlement sâme. L'un des principaux objectifs du projet était d'adapter les règles à la situation de la langue sâme dans les différentes municipalités et de contribuer à faire en sorte qu'un plus grand nombre de municipalités demandent à être incluses dans la zone administrative pour les langues sâmes⁹⁹. La loi est entrée en vigueur en janvier 2024.

130. En 2023, le Gouvernement a publié un livre blanc sur la langue, la culture et la vie sociale des Sâmes. Il donnera suite à ce rapport en collaboration avec le Sámediggi¹⁰⁰. Le droit à un enseignement dans une langue sâme dans le deuxième cycle du secondaire est à présent également accordé aux élèves non sâmes qui ont reçu une formation en langue sâme ou qui ont appris cette langue à l'école primaire.

Minorités nationales

131. Le livre blanc sur les minorités nationales en Norvège décrit la politique qui vient d'être adoptée à leur sujet et la manière dont le Gouvernement prévoit de la compléter de manière à renforcer les langues, la culture et la situation des minorités¹⁰¹. Les organisations représentant des minorités nationales ont apporté leur contribution à la partie du rapport qui décrit leur situation actuelle.

132. Romano Kher (Centre culturel et de ressources rom), créé en 2018 dans le cadre d'un dialogue avec la minorité rom, est géré par la Church City Mission. Les Roms sont associés aux décisions concernant le centre¹⁰².

133. Le Ministère des collectivités locales et du développement régional finance le programme d'orientation scolaire de la ville d'Oslo, dont l'objectif est de renforcer les acquis scolaires des élèves roms, de réduire leur absentéisme et de relever leur taux de réussite aux niveaux du primaire et du premier cycle du secondaire¹⁰³.

134. En 2018, le Gouvernement a présenté un plan ciblé pour la poursuite des efforts de promotion de la langue kven, qui a été évalué en 2022 dans le cadre d'un dialogue avec un groupe de référence composé de représentants d'organisations et d'institutions kvens et de l'Université arctique de Norvège¹⁰⁴.

135. Il s'est avéré que le patrimoine culturel des minorités nationales était sous-représenté dans la liste établie à des fins de protection dans le cadre de la gestion de l'environnement culturel. La Direction du patrimoine culturel a lancé un projet axé sur les minorités pour remédier à cette insuffisance. Les différentes minorités ont elles-mêmes contribué à définir les monuments culturels qui revêtaient de l'importance pour elles et qui représentaient leur histoire et leur culture.

136. La Norvège poursuit des plans d'action pour lutter contre l'antisémitisme depuis 2016. Le plan actuel, qui ne sera guère modifié en 2024, sert de base à la poursuite d'efforts cohérents et systématiques pour lutter contre le harcèlement des juifs et l'antisémitisme¹⁰⁵. Le Gouvernement a décidé d'élaborer un nouveau plan d'action et s'entretient avec la minorité juive. Ce plan doit être mis en œuvre en 2024.

Prise en compte des droits de l'homme dans la politique étrangère et la politique de développement de la Norvège

137. Le Code pénal autorise, dans certaines conditions, l'exercice de la compétence universelle dans les affaires ayant trait à des crimes internationaux. La section spéciale de la police nationale (KRIPOS) et l'Autorité nationale chargée des affaires de criminalité organisée et des dossiers concernant d'autres crimes graves qui ont été mises en place ont pour mission de mener les enquêtes et les poursuites en ces domaines. Ces mesures, ainsi que la ratification par la Norvège du Statut de Rome de la Cour pénale internationale en 2000 et l'inclusion ultérieure des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du génocide dans le Code pénal, témoignent de la volonté de la Norvège de faire respecter le droit international et de lutter contre l'impunité des atrocités criminelles.

138. La Norvège est déterminée à renforcer les droits de l'homme dans le monde entier dans le cadre de la coopération pour le développement. Elle poursuit cet objectif en suivant une double approche, qui consiste à appuyer différentes initiatives ciblées sur le respect des droits de l'homme et à poursuivre ses activités de coopération pour le développement dans le respect des droits de l'homme¹⁰⁶.

139. Nous suivons une démarche générale des droits de l'homme dans le cadre de notre coopération pour le développement, mais accordons néanmoins une attention particulière aux défenseurs des droits de l'homme, à la liberté d'expression, à la liberté de religion ou de convictions, aux droits des travailleurs et aux droits culturels. Nous continuons d'accorder la priorité à l'égalité des genres et aux droits des femmes, y compris en ce qui concerne la santé sexuelle et procréative et les droits connexes. Nous mettons en outre l'accent sur l'inclusion et l'autonomisation des groupes en situation de vulnérabilité, comme les personnes handicapées, les enfants et les jeunes, et les personnes LGBTIQ+¹⁰⁷.

140. La Norvège coopère avec des partenaires multilatéraux ainsi qu’avec des partenaires de la société civile, notamment des organisations nationales et internationales. L’adhésion des populations locales, l’adaptation aux conditions locales et la viabilité sont autant d’aspects importants de nos activités de coopération pour le développement¹⁰⁸.

Droits de l’homme et entreprises

141. Le Gouvernement norvégien accorde une grande importance à la conduite responsable des entreprises et attend de toutes les entreprises norvégiennes qu’elles poursuivent leurs activités conformément aux Principes directeurs des Nations Unies et à ceux de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces attentes sont désormais une obligation pour les grandes entreprises, en application de la loi sur la transparence, entrée en vigueur en 2022, qui a pour objet de promouvoir le respect par les entreprises des droits de l’homme et de conditions de travail décentes dans le cadre de la production de biens et de la prestation de services. La loi vise aussi à garantir l’accès du public à des informations sur la manière dont les entreprises remédient aux effets négatifs sur les droits de l’homme et les conditions de travail.

142. La loi s’applique aux grandes entreprises qui résident en Norvège et aux entreprises étrangères qui proposent des biens et des services en Norvège ou à l’étranger et qui paient des impôts en Norvège. De nombreuses entreprises de taille plus limitée sont également touchées, par exemple du fait de leur participation aux chaînes d’approvisionnement. Les entreprises en question sont tenues de faire preuve de diligence conformément aux Principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales et de publier chaque année des rapports sur les mesures de précaution qu’elles ont prises. L’Autorité de la consommation fournit des conseils et des orientations aux entreprises et s’assure du respect de la législation. Elle peut sanctionner le non-respect d’une interdiction ou d’une ordonnance, ou d’une sanction pour manquement ou violation.

143. La Norvège participe activement à des initiatives mondiales visant à promouvoir la poursuite de pratiques éthiques par les entreprises et la responsabilité sociale, comme le Pacte mondial. En 2023, elle a contribué activement à la mise à jour des Principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises, notamment en soutenant l’apport d’une protection aux groupes vulnérables face au comportement des entreprises. Depuis sa mise en place en 2011, le Point de contact national de la Norvège pour les Principes directeurs de l’OCDE a traité de nombreux dossiers concrets, afin d’assurer le respect des principes de responsabilité et de transparence dans le cadre des activités des entreprises et, ce faisant, de réduire l’impact préjudiciable que celles-ci peuvent avoir sur les personnes, la planète et la société. La Norvège démontre ainsi qu’elle est déterminée à encourager un comportement responsable des entreprises dans le but de protéger les droits de l’homme¹⁰⁹.

144. Le Fonds souverain norvégien Government Pension Fund Global doit exercer sa fonction d’investisseur financier de manière responsable, en s’efforçant d’obtenir le rendement le plus élevé possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable. Ses activités tiennent systématiquement compte des questions d’environnement, de société et de gouvernance.

145. La Norges Bank (banque centrale norvégienne) administre le Fonds et contribue à promouvoir les normes internationales et les principes de bonne gouvernance et de comportement responsable des entreprises. Elle a présenté ses attentes dans divers domaines, notamment les changements climatiques, les droits de l’homme et les droits de l’enfant, dans des documents établis à l’intention des conseils d’administration des entreprises et utilisés dans le cadre du dialogue qu’elle mène avec les entreprises dans lesquelles le Fonds investit.

146. La Norges Bank fait systématiquement preuve de diligence raisonnable sur les questions environnementales et sociales, notamment les droits de l’homme. Les entreprises qui sont réputées systématiquement mal gérer les risques relatifs aux questions d’environnement, de société et de gouvernance et avec lesquelles le dialogue n’a pas abouti ou a peu de chances de produire des résultats positifs peuvent faire l’objet d’une décision de désinvestissement fondée sur les risques. Pendant la période 2012-2023, le Fonds s’est retiré de 123 entreprises en raison des risques observés dans le domaine des droits de l’homme et de l’enfant.

147. Le Fonds exclut également les entreprises dont les produits ou le comportement violent les normes éthiques fondamentales découlant des directives relatives à l'observation et à l'exclusion des sociétés du Fonds établies par le Ministère des finances. De plus amples précisions sont données dans l'annexe.

VI. Nouvelles questions

Droits de l'homme et changements climatiques

148. Les changements climatiques et les conséquences des émissions anthropiques de gaz à effet de serre, ainsi que la perte de biodiversité et la pollution, peuvent avoir une incidence sur la concrétisation et la jouissance de différents droits de l'homme. Les États ont souligné à maintes reprises la synergie qui existe entre la protection de l'environnement et les droits de l'homme. La Norvège a coparrainé la résolution 48/13 du Conseil des droits de l'homme et a voté en faveur de la résolution 76/300 de l'Assemblée générale des Nations Unies, selon laquelle le droit à un environnement propre, sain et durable fait partie des droits humains, tout en indiquant que cette assertion, dans le cadre de ces résolutions, est de nature politique et donc sans effet juridique.

149. La Norvège est partie à l'Accord de Paris et s'est pleinement engagée à réduire ses émissions nationales et à contribuer à l'objectif à long terme énoncé à l'article 2 de l'Accord, qui consiste à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C. La Norvège poursuit résolument une politique climatique globale à cette fin, notamment en imposant des cibles dans tous les secteurs économiques l'économie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

150. La Norvège est partie à la Convention sur la diversité biologique et a adopté une loi sur la diversité de la nature en 2009. Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal dispose que sa mise en œuvre doit suivre une approche fondée sur les droits de l'homme. La Norvège étudie actuellement les mesures devant être prises pour donner suite à ce cadre et, notamment, déterminer comment renforcer la protection et la conservation.

151. La Norvège est aussi partie aux conventions relatives aux produits chimiques et aux déchets et compte au nombre des pays qui ont lancé les négociations actuellement consacrées à un traité mondial sur les plastiques ; elle a aussi établi la Coalition de haute ambition pour mettre fin à la pollution plastique avec le Rwanda et plusieurs autres pays, dont elle est également l'un des coprésidents.

152. La Norvège était l'une des 32 parties à l'affaire *Duarte Agostinho et autres* portée devant la Cour européenne des droits de l'homme. Cette affaire a été déclarée irrecevable par la Cour le 9 avril 2024, qui a décidé que seule la juridiction territoriale du Portugal s'appliquait aux requérants, que ces derniers n'avaient pas épuisé les voies de recours internes au Portugal et qu'ils n'avaient pas la qualité de victime comme l'exigeait la Convention européenne des droits de l'homme. En tant que partie à la Convention, la Norvège étudie actuellement les implications de l'arrêt de la Cour rendu contre la Suisse à la même date.

153. La Norvège vise à assurer un degré élevé de transparence et une large participation à l'élaboration de la politique environnementale et à la mise en œuvre des réglementations. Les autorités environnementales associent de longue date la société civile à l'élaboration de cette politique. La Norvège a inclus une évaluation par la société civile des progrès réalisés au niveau national en direction des objectifs de développement durable dans l'examen national volontaire qu'elle a présenté aux Nations Unies en 2021.

154. La Norvège a également une loi sur l'information relative à l'environnement, qui a pour objet de garantir l'accès du public à des renseignements en ce domaine et, ce faisant, d'aider les membres de la population à contribuer à la protection de l'environnement, à se protéger d'atteintes à leur santé et à l'environnement, et à exercer une influence sur les décideurs publics et privés dans le domaine environnemental. Le Gouvernement élabore actuellement une stratégie climatique à l'horizon 2035. Les travaux menés à cette fin ont

donné lieu à la tenue de réunions de dialogue régionales dans tout le pays. Il est aussi prévu de consacrer une réunion au Sámediggi à la manière de respecter et garantir du mieux possible les droits des peuples autochtones dans le cadre des politiques et les mesures relatives au climat. Des réunions de dialogue ciblées visant à obtenir l'adhésion à des mesures particulières seront également organisées. La stratégie climatique à l'horizon 2035 sera en outre présentée sous une forme accessible au public de manière à favoriser la participation de ce dernier, faire mieux comprendre les politiques climatiques et expliquer la transition vers une société peu gourmande en carbone.

155. Le Gouvernement a publié en 2023 un livre blanc sur l'adaptation aux changements climatiques auxquels il fait valoir que les Sâmes de Norvège sont particulièrement vulnérables. Il importe de consulter dans une plus large mesure ces derniers sur les questions relatives à l'adaptation au climat pour bénéficier de leurs savoirs et de leur expérience. Le Gouvernement associera également, en dehors de ces consultations, le Sámediggi et l'Association norvégienne des éleveurs de rennes aux travaux portant sur l'adaptation aux changements climatiques, en tant que de besoin. Il pourrait aussi être utile de faire participer d'autres organisations et institutions sâmes à ces efforts¹¹⁰.

Notes

- ¹ 140.23 (Ireland).
- ² 140.24 (Haiti), 140.25 (Paraguay), 140.26 (Bahamas).
- ³ 140.20 (Belarus).
- ⁴ 140.9, 140.10, 140.11, 140.12 (Iraq, Mozambique, Seychelles, Ukraine).
- ⁵ 140.6 (Italy).
- ⁶ 140.4, 140.21 (Bolivia, Mozambique).
- ⁷ 140.21 (Mozambique).
- ⁸ 140.21, 140.3 (Mozambique, Italy).
- ⁹ 140.17 (Iceland).
- ¹⁰ 140.148 (Egypt).
- ¹¹ 140.178 (Algeria).
- ¹² 140.150 (Brazil).
- ¹³ 140.45 (Senegal).
- ¹⁴ 140.33 (Angola).
- ¹⁵ 140.31 (India).
- ¹⁶ 140.61 (Argentina).
- ¹⁷ 140.27 (Republic of Moldova), 140.46 (Botswana).
- ¹⁸ Norway ranks second of the 146 countries evaluated in the World Economic Forum's Global Gender Gap Report 2023.
- ¹⁹ 140.178 (Algeria).
- ²⁰ 140.177 (Iraq).
- ²¹ 140.173 (Cuba).
- ²² 140.175 (Finland).
- ²³ 140.174 (Egypt).
- ²⁴ 140.176 (India), 140.173 (Cuba).
- ²⁵ 140.173 (Cuba).
- ²⁶ 140.28 (Canada), 140.39 (Madagascar), 140.81 (State of Palestine).
- ²⁷ *The Norwegian Government's Action Plan on Gender and Sexual Diversity (2023-2026)*.
- ²⁸ *A society for all: equality, democracy and human rights – The Government's action plan for equality for people with disabilities*.
- ²⁹ *The Action Plan for Universal Design (2021–2025) Sustainability and equal opportunities – a universally designed Norway*.
- ³⁰ 140.213 (Peru).
- ³¹ 140.214 (Mexico).
- ³² 140.39 (Madagascar).
- ³³ 140.44 (Qatar), 140.69 (Jordan).
- ³⁴ 140.135 (Bangladesh), 140.136 (Barbados).
- ³⁵ 140.129 (Cote d'Ivoire), 140.36 (Barbados), 140.41 (Malaysia), 140.47 (China), 140.56 (Burkina Faso).
- ³⁶ *Action Plan against Racism and Discrimination on the Grounds of Ethnicity and Religion (2020–2023)*, *Action Plan to Combat Discrimination and Hatred towards Muslims (2020–2023)*, *Action Plan against Antisemitism (2016–2020)* and *Action Plan against Antisemitism – a continuation (2021–2023)*.
- ³⁷ *Action plan on racism and discrimination – New initiatives 2024–2027*.

- 38 140.43 (Qatar), 140.48 (Zambia), 140.60 (Pakistan), 140.137 (Myanmar), 140.195 (Islamic Republic of Iran).
- 39 140.30 (Bangladesh), 140.32 (Philippines), 140.35 (Afghanistan), 140.52 (Maldives), 140.88 (Azerbaijan), 140.197 (Kazakhstan).
- 40 140.53 (Nepal), 140.193 (Barbados).
- 41 140.219 (New Zealand), 140.220 (Pakistan), 140.222 (Philippines).
- 42 140.138 Indonesia, 140.197 (Kazakhstan).
- 43 140.40 (Madagascar), 140.38 (Jordan), 140.47 (China), 140.62 (Colombia), 140.63 (Ecuador), 140.65 (France), 140.67 (Iceland), 140.68 (Indonesia), 140.71 (Nicaragua), 140.72 (Nigeria), 140.78 (Plurinational State of Bolivia), 140.79 (Sri Lanka).
- 44 140.81 (State of Palestine).
- 45 140.64 (Egypt).
- 46 140.81 (State of Palestine), 140.83 (Sweden), 140.84 (Zambia), 140.85 (Argentina), 140.86 (Azerbaijan).
- 47 140.73 (Pakistan), 140.75 (Qatar), 140.83 (Sweden), 140.84 (Zambia), 140.85 (Argentina), 140.86 (Azerbaijan).
- 48 140.74 (Chile).
- 49 140.28 (Canada), 140.40 (Madagascar), 140.83 (Sweden), 140.77 (Serbia).
- 50 www.hatogtrusler.no.
- 51 140.110 (Philippines), 140.103 (Chile), 140.107 (Greece), 140.104 (Colombia), 140.115 (Bolivarian Republic of Venezuela), 140.106 (Georgia), 140.109 (New Zealand).
- 52 140.114 (Viet Nam).
- 53 140.112 (Russian Federation).
- 54 140.105 (Denmark).
- 55 140.116 (Canada), 140.117 (Ireland), 140.118 (Netherlands), 140.119 (Paraguay), 140.120 (Spain), 140.121 (UK), 140.122 (Australia).
- 56 140.140 (Nigeria), 140.141 (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland).
- 57 140.236 (Germany), 140.240 (Uganda).
- 58 140.87 (Uruguay).
- 59 140.100 (France).
- 60 140.131 (Germany).
- 61 140.34 (Sweden).
- 62 140.101 (China).
- 63 140.201 (Benin).
- 64 140.226 (Colombia), 140.227 (Cyprus), 140.228 (Uruguay), 140.229 (Switzerland).
- 65 140.230 (Costa Rica), 140.231 (Côte d'Ivoire).
- 66 140.232 (Afghanistan).
- 67 140.236 (Germany), 140.238 (Montenegro), 140.240 (Uganda).
- 68 140.234 (Myanmar).
- 69 140.136 (Barbados), 140.135 (Bangladesh).
- 70 140.181 (Malaysia).
- 71 140.114 (Viet Nam).
- 72 140.149 (Turkey), 140.150 (Brazil).
- 73 140.190 (Romania).
- 74 140.185 (Cyprus), 140.186 (Greece).
- 75 140.191 (Turkey), 140.189 (Poland), 140.187 (Islamic Republic of Iran).
- 76 140.188 (Belarus).
- 77 140.147 (Bangladesh).
- 78 Ung.no — offentlig og kvalitetssikret informasjon for ungdom.
- 79 140.148 (Egypt).
- 80 140.182 (Russian Federation).
- 81 140.241 (Brazil).
- 82 140.43 (Qatar).
- 83 140.179 (Sri Lanka).
- 84 *The Prevention and Treatment Reform.*
- 85 140.216 (Singapore).
- 86 140.194 (India), 140.192 (Costa Rica), 140.217 (Mexico), 140.156 (Portugal), 140.154 (Bahamas), 140.225 (Angola).
- 87 140.155 (India), 140.199 (Republic of Korea).
- 88 140.158 (Portugal).
- 89 140.157 (Algeria).
- 90 140.159 (Honduras), 140.177 (Iraq).
- 91 140.198 (Myanmar), 140.212 (Sri Lanka).

- ⁹² 140.204 (Denemark).
⁹³ 140.207 (Philippines).
⁹⁴ 140.212 (Sri Lanka).
⁹⁵ 140.209 (New Zealand).
⁹⁶ 14.211 (Slovenia), 140.207 (Philippines).
⁹⁷ 140.212 (Sri Lanka).
⁹⁸ Sami language, culture, and social life — Competence and recruitment in kindergarten, basic education and higher education.
⁹⁹ 140.51 (Cuba).
¹⁰⁰ 140.51 (Cuba).
¹⁰¹ *National minorities in Norway – a coherent policy (2020)*.
¹⁰² 140.198 (Myanmar).
¹⁰³ *Skolelostjenesten*.
¹⁰⁴ 140.198 (Myanmar).
¹⁰⁵ Action Plan against Antisemitism 2021–2023.
¹⁰⁶ 140.93 (Ukraine).
¹⁰⁷ 140.92 (Bhutan).
¹⁰⁸ 140.91 (Singapore).
¹⁰⁹ 140.97 (Chile).
¹¹⁰ 140.102 (Australia).
-